est une urgence pour ce service public

Le dialogue social passe par des syndicats identifiés comme représentatifs, c'est-à-dire portant des intérêts généraux et collectifs. Rien ne serait pire que l'éparpillement des forces syndicales. Le sujet de la représentativité doit faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre d'un groupe de travail sur l'amélioration du dialogue social. Un dialogue social efficace doit se faire d'abord dans chaque hôpital et doit se renouveler. Une concertation au niveau régional est nécessaire lorsque les projets mis en œuvre concernent plusieurs établissements. C'est néanmoins avant tout au niveau de chaque établissement que le dialogue social devra se mener. Le volet social doit apparaître très clairement dans chaque projet régional de santé, ainsi que dans toutes les opérations de restructuration qui seront conduites par la tutelle.

Aussi, la rénovation du dialogue social a un impact positif sur les conditions de travail des professionnels. Nous savons que les conditions de travail sont éprouvantes dans tous les établissements et nous observons à quel point la prise en compte de la qualité de la vie au travail est une nécessité absolue, à quel point la prévention des risques psycho-sociaux liés au stress au travail est également un enjeu majeur pour les établissements de santé. En effet, des enquêtes de satisfaction auprès du personnel doivent être développées. Elles permettraient de sécuriser ses conditions d'exercice. Une articulation permanente entre personnels médicaux et para médicaux au sein des établissements est impérative dans ce dialogue social et conditionnera la réussite de la conduite du changement.

Dans l'hôpital, la gouvernance est au centre de son fonctionnement et elle est exercée par la Commission médicale d'établissement (CME) qui est un acteur à part entière de la définition de la stratégie des établissements, en bonne articulation avec les projets régionaux de santé. En effet, le directeur ne peut pas décider de tout et le pilotage efficace d'un établissement de santé ne peut que résulter d'un travail commun entre les médecins et le directeur (directoire). Les cadres hospitaliers et les soignants ne doivent pas en être écartés car leur travail est difficile et leur engagement au service de l'intérêt général est évident. Pour atteindre cet objectif, une évolution de la réglementation semble aujourd'hui nécessaire.

L'accompagnement des carrières doit être renforcé par exemple à travers la mise en place de points carrière réguliers. Il est aussi possible de proposer aux seniors des métiers reconfigurés et s'interroger sur l'extension des contrats d'apprentissage et de la validation des acquis de l'expérience à l'hôpital car nous sommes à l'aube de profonds changements générationnels. La gestion des âges de la vie trouve dans la fonction publique hospitalière une application singulière. Elle pose la question de l'attractivité de la carrière pour les jeunes professionnels et de leur fidélisation par la promotion interne. Nous devons bâtir, parallèlement au parcours de soins des patients, un parcours personnalisé des carrières à l'hôpital qui permette une plus grande mobilité. En ce qui concerne la formation des futurs professionnels de la santé en particulier les internes, un soin et une aide doivent être apportés à leur futur terrain de stage.

> ***Afin de renouer la confiance au sein de l'hôpital on doit passer par la préparation de la carrière et de l'avenir des personnels de l'hôpital public qui doit offrir des carrières attractives avec des perspectives d'évolution à ses personnels. C'est pourquoi, il n'est pas interdit de travailler sur la question de la coopération entre les professionnels ou sur celle des transferts de tâches et de délégations de compétences.***

Afin de renouer la confiance au sein de l'hôpital on doit passer par la préparation de la carrière et de l'avenir des personnels de l'hôpital public qui doit offrir des carrières attractives avec des perspectives d'évolution à ses personnels. C'est pourquoi, il n'est pas interdit de travailler sur la question de la coopération entre les professionnels ou sur celle des transferts de tâches et de délégations de compétences. Il serait nécessaire de voir dans quelles conditions il est possible de franchir une nouvelle étape dans la valorisation de transferts d'activité entre professionnels de santé, ainsi que dans l'identification et la définition de nouveaux métiers. La tutelle devrait réaffirmer son attachement à la gestion prévisionnelle des métiers et des compétences.

A cette occasion, il est important de rappeler le rôle primordial des internes, médecins en formation, médecins en devenir car ils sont des acteurs de la permanence des soins. Il est nécessaire de rappeler leur droit d'être rémunéré pour chacune de leur contribution à la permanence des soins et leur droit à bénéficier du repos de sécurité en fin de garde. Il en va de la sécurité des internes, comme de la sécurité des patients. Aussi, la formation des paramédicaux, en particulier les étudiants infirmiers, doit être profondément transformée pour intégrer le système LMD. Ainsi, les étudiants ayant obtenu le diplôme d'Etat d'infirmier, le grade de licence leur est conféré.

En conclusion, il est grand temps d'engager une concertation avec les professionnels de santé ayant un triple objectif comme préalable à la préparation d'une loi sur la réforme de l'hôpital public en Algérie.

Il s'agit de, (a) déployer une ambition à restaurer un service public hospitalier moderne, à la hauteur des enjeux de la santé publique du 2e siècle. Un service public qui réponde aux attentes des malades et au sein duquel les compétences et l'engagement des professionnels sont pleinement reconnus, (b) donner une nouvelle impulsion au dialogue social à l'hôpital avec tous les acteurs ce qui permettra d'élaborer des solutions concrètes et d'améliorer ainsi le fonctionnement de la gestion des ressources humaines des établissements, (c) clarifier le fonctionnement et l'organisation des établissements.

Nota : La présente contribution ne constitue pas un texte technique pour une telle loi, «indigeste» pour le lecteur, mais suggère les conditions qui doivent motiver une telle transformation du système hospitalier actuel. Elle n'est qu'une modeste contribution à la lumière d'une certaine expérience acquise au sein du Conseil de Surveillance des Hôpitaux de Lyon (deuxième CHU de France) en tant que Conseiller chargé des hôpitaux auprès du maire de Lyon.

K. S.
+ Professeur des universités,
directeur de recherches,
CHU de Lyon, France

PARTI POUR LA LAÏCITÉ ET LA DÉMOCRATIE (P-L-D)

Les élections présidentielles : les sommets d'une nouvelle mascarade !

Le 17 avril 2014, Bouteflika a été «élu» président de la République algérienne. Un homme politique incapable de parler, cloué dans un fauteuil roulant et qui a fait toute une campagne «électorale» par …ministres interposés !

Quinze années n'avaient pas suffi ! Il fallait à un homme en pleine décrépitude intellectuelle… un nouveau mandat de cinq ans !

Dans cette pseudo-élection, tout ressemblait à s'y méprendre à ce qu'on pourrait vivre ailleurs dans une véritable démocratie : meetings, joutes oratoires, pléthore de candidats, campagnes d'affichages, médias mobilisés… mais la différence essentielle résidait dans un seul détail : les élections étaient jouées d'avance !

Tout, en fait, n'était que vitrine et façade ! La mise en scène grotesque n'a servi qu'à couvrir le dinosaure et les candidats en lice dont Benflis, de caution à une momie.

Un théâtre d'ombres

Le peuple, d'ailleurs, ne s'y est pas trompé. Refusant ce théâtre d'ombres, l'abstention a atteint un record historique puisque selon les chiffres officiels, chiffres largement sous-estimés, un Algérien sur deux n'a pas jugé utile de se rendre aux urnes !

Pourtant, le pouvoir, fort des milliards de la rente pétrolière, a misé sur la corruption pour acheter les voix des citoyens et tourner le scrutin en sa faveur.

Jamais cependant, élection n'aura été autant contestée. Partis démocrates et personnalités politiques de la société civile ont poussé à la mobilisation pour dénoncer le simulacre «électoral» mais nous avons agi en rangs dispersés et pour certains animés par des visions politiciennes. Les divisions des démocrates ont été profondes. Pendant que les uns braconnaient sur les terres de l'islamisme politique, d'autres se sont faits les porte-voix du pouvoir ou pire encore se sont dissous complètement dans sa stratégie politique. Le mouvement «Barakat», bien que sauvagement réprimé, a réussi à entretenir la flamme de la contestation à Alger, dans d'autres villes du pays et exiger la rupture avec le système en vigueur.

Hold-up électoral

Mais le hold-up électoral a été possible parce que d'abord le pouvoir a depuis fort longtemps verrouillé le champ politique en le noyant dans un multipartisme débridé et totalement à sa solde, confisqué à son seul profit l'utilisation du média lourd qu'est la télévision algérienne et procédé au bourrage des urnes grâce à la complicité d'une administration docile et corrompue.

Les forces démocratiques algériennes de fait, sont prises en étau entre les mâchoires du système dictatorial algérien d'une part et celles d'un Occident mu essentiellement par les intérêts du court terme et de valets arabes dont le seul rôle est de cultiver la pratique du carnet de chèques. C'est dans un tel contexte, marqué par une forte résistance à « l'élection » présidentielle que le secrétaire d'Etat américain John Kerry et l'émir du Qatar Tamim ben Hamad, ainsi que le ministre des Affaires étrangères espagnol se sont rendus à Alger à quelques jours seulement du scrutin.

D'aucuns s'interrogent sur les raisons politiques de cette visite : ont-ils apporté leur caution à Bouteflika comme d'autres avant eux l'avaient fait, au nom de la «stabilité», pour d'autres dictateurs, Ben Ali en Tunisie ou Moubarak en Égypte par exemple ? Ont-ils monnayé le soutien électoral contre un nouvel agenda régional imposé à l'Algérie ?

Un nouvel ordre islamiste

Dans tous les cas, il est évident que cette visite n'était pas fortuite. Elle émane de deux représentants de pays qui se sont distingués par un interventionnisme militaire particulièrement agressif ces dernières années. Ce qui d'ailleurs a conduit à la dislocation de l'Etat irakien, à la mise en selle de l'islamisme politique en Libye, la destruction de son Etat après en avoir chassé son dictateur et à la tentative de mettre à bas la dictature syrienne en finançant et en armant le djihadisme islamiste.

La politique américaine dans cette partie du monde est porteuse de danger pour la démocratie et présage d'un avenir très incertain pour l'Algérie et l'Afrique du Nord. En effet, au lieu de s'appuyer sur les forces démocrates locales et aider par tous les moyens à l'émergence de la démocratie dans la région, l'Amérique, mettant sous le boisseau ses valeurs fondatrices, instrumentalise les pétro-monarchies obscurantistes du Golfe pour instaurer un nouvel ordre islamiste et s'assurer les voies d'accès aux ressources énergétiques du sous-sol de la région.

Voilà où ont déjà conduit quinze années de pouvoir de Bouteflika, sa stratégie politique et sa gabegie. L'Algérie est de plus en plus fragilisée par des fractures socio-économiques régionales, des archaïsmes tribaux, des antagonismes d'ordre religieux comme cela est apparu dans le M'Zab et le terrorisme islamiste n'a pas encore dit son dernier mot.

Climat de terreur

En effet, l'attentat le plus meurtrier depuis 3 ans vient de se produire en Kabylie. Il a fait plus d'une dizaine de victimes parmi les appelés du service national et les soldats de l'ANP. Cet attentat islamiste est un véritable camouflet au Président fraîchement «élu». Il porte aussi la signature d'une nouvelle défaite à celui qui s'est toujours glorifié d'avoir été l'artisan de la «la paix» en Algérie.

C'est dans ce climat de terreur que les militants de la cause amazighe ont tenu à marquer le 34ème anniversaire du printemps berbère en tentant d'organiser une manifestation pacifique à Tizi-Ouzou. La répression policière s'est exercée avec une telle brutalité, que celle-ci a dévoilé encore une fois l'ampleur de l'abîme creusé par des décennies de haine et de mépris que nourrit le pouvoir à l'égard des revendications identitaires et culturelles de la société.

L'Algérie au fond du trou est rejetée à son véritable statut, celui d'un pays perdu dans les profondeurs du classement international. Les fossoyeurs de nos rêves sont toujours à la manœuvre. C'est pourquoi, il n'est pas permis aujourd'hui d'esquiver l'essentiel, c'est-à-dire celui d'œuvrer à l'unité des rangs patriotiques la plus large. Opérer en solo, faire cavalier seul, jouer sa propre partition n'est pas et ne peut pas être la solution pour les partis démocrates car c'est là une posture qui contrarie nos convergences, affaiblit notre puissance de frappe et déroute l'opinion.

Appel à l'unité des démocrates

Notre seule boussole demeure la dynamique unitaire pour sortir du silence l'immense potentiel démocratique de la société et le mettre en mouvement. C'est la raison pour laquelle nous nous réjouissons de la création du Forum des Citoyens pour la Deuxième République (FCDR). Le PLD, au même titre que les autres fondateurs de ce Forum, le CCDR, l'IRD, et des personnalités de la société civile et politique, ne ménagera aucun effort pour son élargissement à toutes les autres forces vives du pays pour la fondation de la deuxième République moderne démocratique et sociale.

Avec l'ensemble de tous les patriotes, les républicains et les démocrates, dans une unité compacte, nous pouvons imprimer une autre tournure aux évènements et inscrire l'Algérie dans une transition pacifique vers l'Etat de droit pour en finir avec plus d'un demi-siècle de dictature.

Le Bureau National du PLD